



PENSER, AGIR AUTREMENT EN DÉMOCRATIE  
& INVENTER UN FUTUR DÉSIRABLE POUR TOUS

# le pacte civique

---

## Face à « Pourquoi je vote le Pen ? », osons dialoguer

---

*20 raisons pour lesquelles « je vote Le Pen »,  
20 réponses pour engager le dialogue.*

Par le collectif Pacte civique

Mars 2017

# Sommaire

Introduction.....	3
A - Le FN et les autres partis et responsables politiques.....	5
B - France, Europe, mondialisation .....	10
C – Immigrés .....	15
D – Appendice – Quelques attitudes à adopter lors des échanges .....	20

## NOTE CONCERNANT L'IMPRESSION DE CE DOCUMENT

La mise en page de ce document a été réalisée pour impression sous forme de **brochure** (4 pages de texte sur une feuille A4 recto verso ; format de la brochure une fois pliée : A5 ; environ 21 cm x 15 cm), d'où la taille importante des caractères, les marges réduites, etc.

Pour imprimer sous ce format, demander successivement :

- Propriétés de l'imprimante
- Configuration de la page : brochure

# Introduction

Il est souvent difficile de répondre aux « affirmations » des électeurs attirés par un vote FN. Derrière « *je vote Marine Le Pen* » se trouvent souvent des souffrances qui sont ignorées et de réels problèmes que les élus, les responsables comme les citoyens ont tendance à « *mettre sous le tapis* ». Ci-après sont présentés des éléments de réponses à proposer aux 20 affirmations rencontrées. Ils sont, bien sûr, à adapter à chaque interlocuteur. Il est indispensable, avant d'engager la discussion, **d'écouter** les électeurs du FN, puis de **débattre** et de confronter nos visions du monde et nos valeurs sur tous les plans<sup>1</sup>.

- **Historiquement** : la poursuite de l'écriture de notre récit national, avec ses pages glorieuses comme ses ombres et ses tragédies, dépend de chacun de nous, de notre capacité tant personnelle que collective à relever les défis de notre monde en mutation qu'aucun repli sur soi ne permettra d'affronter. Ce n'est pas en cultivant nos peurs que nous inscrirons dans l'histoire de nouveaux épisodes dont nous serons légitimement fiers.

- **Personnellement** : nous avons tous nos forces et nos fragilités, liées à nos origines plus ou moins bien assumées et à nos parcours plus ou moins difficiles. C'est en en prenant conscience et en développant nos qualités humaines que nous dépasserons ensemble nos peurs et nos faiblesses et que nous nous renforcerons.

- **Collectivement** : c'est en s'appuyant sur nos capacités d'empathie, de coopération et de créativité, en responsabilisant les bonnes personnes aux bonnes places, que notre société progresse. Si nous confions notre avenir à des leaders qui exploiteront nos peurs et nos lâchetés, nous risquons la montée des haines, des fascismes et des dictatures qui font d'abord le malheur des plus faibles.

- **Culturellement** : nous avons hérité d'un esprit français et de valeurs universelles qui peuvent permettre d'aborder avec force et pertinence nos problèmes actuels et de générer une vision ambitieuse du monde à venir. Encore faut-il faire vivre le meilleur de cette culture et l'enrichir de nos différences.

- **Politiquement** : notre culture doit sans cesse exprimer l'essentiel pour permettre un exercice continu et interactif du pouvoir, du local au global, et ainsi promouvoir le bien commun ; il s'agit de promouvoir un vivre ensemble épanouissant, ouvert sur un monde où notre pays a toujours été largement présent.

---

<sup>1</sup> Voir, en appendice, quelques attitudes à adopter dans le dialogue avec les électeurs du FN.

- **Démocratiquement** : nous avons à promouvoir la délibération entre nous dans le respect de l'éthique du débat ; ceci doit nous aider à construire des consensus sur les points d'accord et à trouver des compromis sur les sujets de désaccords. Comme le disait Paul Ricoeur : « *Est démocratique une société qui se reconnaît divisée, c'est-à-dire traversée par des contradictions d'intérêts, et qui se fixe comme modalité d'associer à parts égales chaque citoyen dans l'expression, l'analyse, la délibération et l'arbitrage de ces contradictions* ».

A nous d'**établir un contact respectueux, franc, mais sans concession** avec des citoyens qui s'apprêtent à voter FN.

A nous de **débattre** avec eux sans fuir les conflits, acceptant les remises en question respectives.

A nous de **trouver les actions** constructives où on peut coopérer avec eux.

---

*Pourquoi je vote Le Pen ???*

# A - Le FN et les autres partis et responsables politiques

## 1. Parce que ceux qui nous gouvernent sont des pourris ou des menteurs.

Vous avez raison d'être choqué(e) par la corruption, bien présente dans le monde politique. Nous partageons votre réprobation. Mais regardons de plus près ce qu'il en est.

Le taux de condamnation des élus par parti montre que les élus FN sont de loin **les plus condamnés** :

- FN : 15,68%,
- UMP : 3,12%
- PS : 1,94%.
- Ensemble des élus : 0,35 %

Il semblerait que le FN se soit spécialisé dans les violences physiques, les incitations à la haine raciale et les fraudes financières ou électorales, l'UMP dans l'abus de biens sociaux et détournements de fonds publics et le PS dans le favoritisme<sup>2</sup>.

Les Français semblent conscients de ces réalités, puisque, d'après un sondage, 28% seulement d'entre eux estiment que Marine Le PEN est honnête<sup>3</sup>.

Enfin, soulignons que la majorité des élus français sont **honnêtes** ; il est cependant nécessaire de poursuivre les efforts de moralisation de la vie politique pour n'élire et réélire que des élus exemplaires.

## 2. Parce qu'il y a un complot de tous les partis traditionnels contre le FN. Lui seul envisage le bien commun du peuple.

Votre affirmation revêt plusieurs aspects :

a/ Elle évoque un complot contre le FN, ce qui mérite d'être examiné :

Il est vrai que le FN est anormalement sous-représenté à l'Assemblée nationale, du fait du scrutin majoritaire. Cette anomalie pourrait être corrigée par l'incorporation d'une

---

<sup>2</sup> source : <https://blogs.mediapart.fr/m-bentahar/blog/161014/le-fn-re-pand-tous-pourris-voyons-voir>

<sup>3</sup> sondage IPSOS du 20 au 24 février 2017 pour « lire la société ».

dose de scrutin proportionnel dans le système électoral, lors des prochaines réformes institutionnelles. En revanche, le FN est bien représenté au Parlement européen, et a acquis un nombre important d'élus dans les collectivités locales.

Ce « *complot* » serait dû à l'action des partis traditionnels. Plutôt que de « *complot* », il vaudrait sans doute mieux parler de **rejet**. Mais ce rejet a une histoire : Le FN, longtemps cantonné à une petite formation d'extrême droite, s'est transformé en parti d'audience nationale sous l'impulsion et la direction de Jean-Marie Le Pen. On peut comprendre les préventions des autres partis à l'égard de ce dirigeant notoirement antisémite et aux convictions démocratiques douteuses. Certes, la « *dédiabolisation* » entreprise par Marine Le Pen a écarté certains de ces travers, mais le fondement extrémiste de la doctrine du FN (exclusion des étrangers, rejet de l'Europe, culte du chef) semble toujours bien présent, ce qui justifie que les partis républicains lui fassent régulièrement barrage, comme lors des élections régionales de 2015.

Ajoutons que ce rejet est souvent **réiproque** et que le FN ne fait pas beaucoup d'efforts pour s'intégrer à la vie publique. Par exemple, il s'abstient souvent de répondre aux questions posées par la presse aux partis politiques.

b/ Elle évoque « *le bien commun du peuple* ».

Ce qui est certain, c'est que le FN se présente souvent comme le seul représentant authentique du peuple. Mais il ne précise pas de quel « *peuple* » il s'agit ; tout au plus peut-on deviner ceux qui en sont exclus (étrangers, Français issus de l'immigration ?). De quel droit s'arroge-t-il ce titre ? Le peuple n'est-il pas aussi bien **représenté** par les autres partis, et par tous les corps intermédiaires (syndicats, associations) qui rassemblent plus de 10 millions de Français ? Le FN a-t-il vraiment le **monopole** de la défense du bien commun et de l'intérêt général ?

### 3. Parce que ce parti n'est pas dans le « système ».

Le Front national s'est, pendant longtemps, à l'instigation de son fondateur, volontairement tenu **en dehors** du système politique et institutionnel.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui : même s'il se dit hors système, le FN y est parfaitement **intégré** : il est dirigé par des politiciens et politiciennes professionnels, il bénéficie des mêmes avantages que les autres partis, et son accès aux médias n'a rien à envier à celui des partis « traditionnels ».

Ses élus sont plus souvent condamnés par les tribunaux que ceux des autres partis. Et leur comportement n'est pas particulièrement exemplaire.

4. Parce qu'il y en a marre des politiques professionnels. On a tout essayé, à droite comme à gauche, on a cru leurs promesses et aucun n'a réussi à redresser la France, son économie, à lui redonner sa place dans le Monde et en Europe.

Vous avez raison sur deux points :

1. La classe politique est trop **professionnalisée**. Il faut que les députés soient beaucoup plus représentatifs de la population française dans sa diversité.

Cela fait partie des réformes que devront engager le prochain gouvernement et la société civile.

2. Personne n'a les moyens, **au seul niveau national** - qui concentre encore l'essentiel du pouvoir politique - de résoudre les problèmes dont les causes se situent à des niveaux supérieurs : européen et mondial.

Le **repli** sur l'espace national ne ferait qu'aggraver les choses. Il faut au contraire renforcer le pouvoir politique européen, y compris pour que la France pèse au niveau mondial.

En revanche, **il n'est pas vrai que l'on a tout essayé**. La performance française au sein de l'Union européenne est médiocre. Avant de quitter l'Union, on ferait mieux de s'inspirer de ce que les autres pays ont fait et réussi mieux que nous. C'est le cas en matière de chômage par exemple, et aussi de finances publiques et de réforme de l'Etat et des collectivités locales.

5. Parce que les villes dirigées par le FN sont bien gérées.

On se souvient des déboires rencontrés, au tournant du millénaire, par deux communes gérées par le FN : Toulon (Jean-Marie Le Chevallier), et Vitrolles (Catherine Mégret). Les choses ont-elles changé ? Le FN s'est-il converti à une gestion irréprochable des communes où il est élu ?

Tout dépend de ce qu'on entend par « *bien gérées* » ?

Dans plusieurs communes FN, ce sont **les plus pauvres** qui sont les premières victimes des décisions municipales:

- cantine scolaire devenue payante (Le Pontet) ;
- suppression des subventions aux associations qui s'occupent des plus démunis (Beaucaire), et plus généralement à l'éducation ;
- report de la baisse des impôts promise (Fréjus) ;

- fermeture d'un centre social très actif (Marseille secteur des 13ème et 14ème).

Et la « *bonne gestion* » de ces villes, c'est aussi parce que très souvent rien de bien concret ne s'y fait.

A noter également que, à Cogolin, la Chambre régionale des comptes a émis des réserves sur l'endettement de la ville...

## 6. Parce que la droite n'a pas de candidat crédible.

L'élection présidentielle c'est d'abord **un programme**, qui englobe de nombreux aspects (l'économie, la politique sociale, l'éducation, etc.) et celui du candidat Fillon n'est, a priori, pas moins crédible que celui de Marine Le Pen.

Quant à la crédibilité juridique et l'exemplarité morale, elles sont entachées chez les deux candidats y compris, contrairement à ce qu'affirme Marine Le Pen, sur le plan de l'enrichissement personnel (soupçons de déclaration de patrimoine sous-évaluée ; opacité sur l'héritage Lambert).

## 7. Parce que je voulais voter Fillon, mais quand je vois qu'il n'est pas plus honnête que les autres, je suis dégoûté et je vote MLP.

Votre réaction de dégoût est bien compréhensible. Mais attention à **l'enjeu** de cette élection qui ne peut se résumer à un mouvement d'humeur : c'est l'avenir de la France dans le monde, la crédibilité de sa politique par rapport à nos principaux partenaires, et également l'évolution de la société française qui se jouent.

Le vote en faveur d'un autre candidat de droite, ou le vote blanc<sup>4</sup> peut sans doute être plus approprié pour exprimer ce que vous ressentez.

## 8. Parce que je me sens bien au FN qui est un parti accueillant et chaleureux.

L'ambiance que vous avez rencontrée est sans doute chaleureuse, mais peut-on généraliser votre cas ?

- Selon l'Agence France Presse, **28%** des conseillers municipaux frontistes élus en 2014 ont aujourd'hui démissionné, soit environ 400 élus, sur 1 500 en France.

---

<sup>4</sup> Qui est maintenant comptabilisé indépendamment des votes nuls.



Par exemple à Hayange (Lorraine), 4 adjoints ont démissionné ; de même à Marseille dans le secteur des 13/14, une dizaine d'élus sont partis.

- Ces départs pourraient, bien évidemment, s'expliquer par des divergences politiques, mais c'est, le plus souvent, un mode de gouvernement **autoritaire** qui n'a vraiment rien d'accueillant et chaleureux qui éloigne les élus FN de ce parti.

Des témoignages dans la presse ont également fait état de personnes qui ont quitté le FN parce qu'elles étaient rejetées pour leurs différences, leur homosexualité, leurs amitiés avec des gens de couleur, leur contestation de certains points du programme ...

## 9. Marine Le Pen n'a aucune chance d'être élue présidente et je ne le souhaite pas. Mais je vote pour elle afin d'exprimer mon « ras le bol » aux politiciens.

Attention de ne pas en rester à l'expression de nos « *ras le bol* », même si beaucoup sont justifiés : Ce n'est pas en s'enfermant dans des positions négatives que l'on construira un avenir viable pour nos enfants. Notre monde étant en mutation, quoique nous en pensions, il s'agit de comprendre ce qui se passe pour trouver des attitudes justes et constructives.

N'oublions pas les leçons de notre histoire française et européenne qui nous apprennent que les démissions du peuple face aux problèmes rencontrés, ou les recours à des personnages médiocres qu'on croit providentiels, nous ont toujours conduits à la catastrophe.

Marine Le Pen, comme les candidats populistes exploitant les peurs et les ressentiments à la façon de Trump, peut un jour être élue par ceux qui, à force de jouer avec le feu, créent les conditions de la montée des violences et des forces destructrices de nos civilisations. N'oublions pas que celles-ci ont produit une **culture démocratique** qui est jusqu'à maintenant la voie la plus riche (*la pire à l'exception de toutes les autres*, en paraphrasant Churchill) pour répondre à l'intérêt général.

Il existe de multiples façons d'exprimer son « *ras le bol* », selon ses préférences mais en évitant de choisir **la politique du pire**. Le vote blanc peut être une voie à explorer ; encore faut-il veiller que cela ne conduise pas au choix d'un candidat dont on ne voulait pas. Une solution voisine serait l'instauration d'un vote abstentionniste organisé pour les électeurs qui ne veulent soutenir aucun candidat.

Contrairement à ce que vous affirmez, il y a un risque important que Marine Le Pen soit élue présidente lors des prochaines élections. Donc si vous ne souhaitez pas qu'elle le devienne, le plus sûr est quand-même de voter **contre** elle.

## B - France, Europe, mondialisation

### 10. Parce que notre pays a perdu toute souveraineté.

Il est vrai que certaines compétences ont été transférées à l'Union Européenne comme la politique monétaire et donc la gestion de l'euro (voir point n° 12). Mais les Etats conservent leur entière souveraineté dans des domaines importants comme l'industrie, l'éducation, la santé, l'économie et l'emploi... C'est si vrai que :

- dans le domaine de l'emploi, on peut observer des taux de chômage très différents comme 19 % en Espagne, 9.5 % en France et 5.6 % en Allemagne.
- face à la crise de 2008, les réactions ont été très différentes en Espagne, France et Allemagne.
- dans un domaine typique de souveraineté nationale comme la Défense, la France décide de son action, et se retrouve d'ailleurs bien seule pour mener des opérations extérieures.

On voit donc qu'il est **faux** de dire que notre pays a perdu toute souveraineté.

Au niveau **mondial**, il faut se méfier d'une souveraineté qui ne pourrait être qu'illusoire : la France ne représente que 1 % de la population mondiale, et cette proportion va encore diminuer. Elle ne peut plus faire entendre sa voix toute seule, et il en est de même pour chacun des pays de l'Union Européenne.

L'Europe rassemblée, au contraire, a la taille suffisante : elle représente **un ensemble de 460 millions d'habitants**, et constitue la **1<sup>ère</sup> économie mondiale** ! Ce n'est donc pas moins, mais **mieux et plus d'Europe** dont nous avons besoin pour défendre nos intérêts, pour promouvoir nos valeurs (liberté, égalité, fraternité) et notre culture dans le monde.

### 11. Parce que l'Europe n'apporte pas de solutions à nos problèmes.

Il est tout à fait vrai que l'Europe pourrait apporter **plus de solutions** à nos problèmes si les gouvernants européens engageaient des politiques plus favorables aux citoyens européens. C'est un **enjeu important** des élections de 2017, en France .

Car ce sont eux, les chefs d'Etats et de gouvernement élus par les citoyens des 27 pays membres de l'Union, qui décident, surtout depuis la crise de 2010. Et bien souvent, ils sont plus soucieux d'intérêts nationaux à court terme que de l'intérêt général

européen, ayant souvent tendance à rejeter sur l'Union la responsabilité de ce qui va mal, tout en s'attribuant le mérite de ce qui va bien.

Malgré tout, l'Union européenne **facilite** plus qu'on ne le pense la vie quotidienne des Français :

- elle a permis, lors des premières années de la PAC (politique agricole commune), de protéger et développer notre agriculture ;
- elle est porteuse des avancées écologiques qui préservent la nature et notre santé ;
- elle régule les activités de pêche entre les pays membres ; sans son action, cette activité aurait disparu dans de nombreuses zones ;
- elle a évité, en 2009 – 2010, la faillite de nos banques, et, partant, la ruine des petits épargnants et d'une partie des classes moyennes ;
- elle permet à de nombreux jeunes, grâce au programme Erasmus, de se former dans d'autres pays européens ;
- elle finance la garantie jeunesse ; un fond d'ajustement à la mondialisation a été adopté pour apporter une aide aux travailleurs perdant leur emploi à cause de la mondialisation ;
- grâce au FEDER<sup>5</sup> et au plan Juncker, elle finance de nombreux projets et investissements, dans la recherche et l'innovation, dans le développement rural, etc.
- elle joue un rôle clé dans la transmission d'informations policières, élément indispensable de la lutte contre le terrorisme ;

L'Union européenne reste l'un des rares grands espaces démocratiques de la planète : elle protège les droits des individus, la liberté de circulation, d'expression et de religion, et surtout ... **la paix !**

Sortir de l'Union européenne ne nous aiderait en rien à résoudre nos problèmes, en particulier notre mauvais rapport avec les mécanismes de marché, les insuffisances de notre dialogue social, une tendance à la réglementation et au corporatisme, la difficulté du lien social. Bien au contraire, ce repli nous enfoncerait dans nos pesanteurs et nos particularismes, et, loin de nous soulager, **il aggraverait notre mal.**

---

<sup>5</sup> Fonds de développement européen

## 12. Pour en finir avec l'euro, pour nous protéger de la mondialisation.

L'Euro est la monnaie d'environ 300 millions de personnes (pratiquement la population des Etats-Unis), elle est la seule monnaie mondiale qui rivalise avec le dollar comme monnaie de réserve. C'est une monnaie stable, qui peut s'échanger facilement dans le monde entier.

Le retour au FRANC **fragiliserait** notre économie. On risquerait :

- dès la sortie de l'euro, une importante dévaluation, entraînant une hausse des prix considérable qui viendrait rogner le pouvoir d'achat des Français ;
- une instabilité monétaire accrue, la banque centrale française n'ayant pas des réserves suffisantes pour résister longtemps à des attaques spéculatives ;
- une complète impuissance face au protectionnisme des Etats-Unis (Trump n'aurait aucun mal à imposer des droits de douane qui freineraient nos exportations) ;
- le commerce avec nos voisins européens rendu plus compliqué et plus onéreux (monnaies différentes et droits de douanes)
- la fragilisation de beaucoup d'entreprises, entraînant fermetures, licenciements et accroissement du chômage ;
- une augmentation considérable des taux d'intérêt des emprunts (multiplication par 3, selon certains experts) auxquels nous recourons pour emprunter et pour rembourser la dette<sup>6</sup> de notre pays ; l'argent dépensé à rembourser la dette ne serait plus disponible pour l'éducation, les services publics, la santé, etc.

Isolée face à des géants économiques, incapable depuis longtemps de produire tout ce dont elle a besoin, comment la France pourrait-elle **se protéger** de la mondialisation ?

## 13. Parce que je suis favorable à la préférence nationale dans les marchés publics, les emplois, le logement.

Tout d'abord, la préférence nationale est **incompatible** avec les Traités européens. Mais surtout, la préférence nationale est une **FAUSSE bonne idée**.

En effet, non seulement la préférence nationale pose beaucoup de problèmes mais elle peut même se retourner contre nous et nous affaiblir. Elle entraînerait en effet inévitablement des mesures de **rétorsion** qui nous pénaliseraient. On ne peut pas être

---

<sup>6</sup> Détenue à 70 % par des investisseurs étrangers.

protectionniste tout seul, ce n'est là qu'un mauvais rêve, les autres le deviennent inévitablement et tout le monde est finalement perdant.

Ainsi :

- En matière de marchés publics, la fermeture de nos appels d'offre entraînerait des mesures identiques des autres pays et pénaliserait nos exportateurs et notamment nos entreprises du bâtiment, des services aux collectivités, du nucléaire...
- En matière d'emploi, les possibilités d'immigration économique sont déjà très restreintes pour les ressortissants non communautaires ; de plus, les étrangers occupent souvent des emplois de faible qualification que les Français répugnent à occuper. Dans les faits, le risque c'est que la préférence nationale ne fonctionne pas, faute de candidats français, ce qui entraînerait une diminution de la production, et donc des revenus distribués et, en définitive, une augmentation du chômage, contrairement à ce qu'un raisonnement simpliste laisse croire.
- Sur le logement, les personnes au nom à consonance étrangère ont plus de difficultés à se loger dans le parc privé, ce qui entraîne un recours plus important au parc social. Mieux vaudrait faciliter leur accès au parc privé. Quant au secteur social, la mise en place de la préférence nationale dans les attributions entraînerait inévitablement un renforcement de la concentration des personnes étrangères dans le parc social bas de gamme ou dégradé, avec tous les effets négatifs qui en résultent (voir point n° 20).

La préférence nationale peut sans doute séduire au premier abord, mais, dans la vraie vie, c'est du **perdant / perdant**. En fait, c'est une vraie FAUSSE bonne idée.

#### 14. Parce que, à l'école, on n'enseigne plus l'histoire de France, comme si on avait honte de notre Histoire glorieuse.

Que voulez-vous que l'on enseigne à vos enfants ? Une belle histoire ?

Aujourd'hui on enseigne l'histoire autrement. On ne parle plus de « grands hommes » mais d'acteurs importants, figures symboliques de la France, pas de Saints laïcs. On enseigne comment et pourquoi les choses se sont passées ainsi. Qui peut dire qu'un homme était grand ou pas ? Pétain était considéré comme un « *grand homme* » à un moment de l'histoire. A nous de dire aujourd'hui qui était un « *grand homme* ».

L'histoire d'un pays ne s'enseigne plus sans la mettre en perspective et la situer dans son contexte économique et social, en rapport avec l'histoire des autres pays, les autres approches nous aidant à comprendre comment nous vivions<sup>7</sup>. Surtout, enseigner l'histoire ne consiste ni à faire un cours de morale, ni à dérouler un récit auto-glorificateur. Il s'agit de trouver le **bon équilibre entre les lumières et les ombres** de notre passé, ce qui doit conduire à parler des faits religieux, de la colonisation et de la décolonisation, de la genèse du projet européen...

L'objectif d'une démarche éducative, c'est de développer la capacité de penser de manière critique, en valorisant les réussites qui permettent de lutter contre les violences, les guerres et la haine (à l'exemple de l'Union européenne qui nous a fait sortir de nos guerres intestines à répétition), mais sans taire les zones d'ombre.

---

<sup>7</sup> Cf le livre de Patrick Boucheron : *Histoire mondiale de la France*, Seuil, 2017

## C – Immigrés

15. Parce que, français de souche à la rue, j'en ai marre que l'Etat loge les arabes, les réfugiés, les noirs et pas les français.

Cette affirmation soulève deux problèmes bien réels :

### 1/ L'hébergement des SDF.

Cette question se pose avec de plus en plus d'acuité et la politique mise en place par l'Etat a évolué depuis 5 ou 6 ans. Désormais **l'hébergement d'urgence** traditionnellement destiné aux SDF pour les aider à passer l'hiver bénéficie d'un effort financier équivalent à celui consenti pour le logement social.

Les Français « de souche » sont-ils lésés par rapport aux *sans papiers* ? Non dans la mesure où les deux populations sont accueillies dans ces centres d'hébergement et semblent en profiter dans des proportions égales (cas de Paris). Peut-on améliorer le dispositif ? Oui, incontestablement, en le traitant aux **trois** niveaux pertinents : au niveau local des municipalités et des associations qui sont plus proches des réalités du terrain, au niveau français qui doit clarifier les dispositions au fur et à mesure des problèmes rencontrés, et au niveau européen pour mieux réguler les flux de populations concernés et s'inspirer des politiques qui ont donné de bons résultats.

### 2/ L'accès au logement social en général.

L'INSEE a montré dans une étude récente<sup>8</sup> qu'il existe une réelle **discrimination** à l'entrée en HLM pour les immigrés extracommunautaires. Après un an et à situation égale, les « Européens » ont en effet près de 50% de chance de voir leur demande de logement social satisfaite contre 15% pour les autres origines.

Mais la plupart finissent quand même par obtenir gain de cause puisqu'un tiers des immigrés vit aujourd'hui dans un logement social. L'étude montre au bout du compte que les personnes issues du Maghreb et du reste de l'Afrique et leurs enfants sont plus nombreux en HLM que les « Européens » et ajoute : « *Cette situation n'a rien d'étonnant. Les migrants extracommunautaires et les descendants d'immigrés sont beaucoup plus pauvres que les autres (respectivement 40 % et 20 % de la population contre 11 % pour les Européens)* ».

---

<sup>8</sup> Source : *Capital* du 7/4/15.

16. Parce que, cotisant à la Sécurité sociale, j'en ai marre de voir tous ces étrangers se faire soigner gratis en profitant de la CMU.

Les migrants extracommunautaires et les descendants d'immigrés profitent en effet de la **CMU** (prise en charge des dépenses de santé à 100 % hors dépassement d'honoraires) et de l'aide médicale d'Etat ouverte aux sans-papiers mais, d'après l'INSEE<sup>9</sup>, n'en abusent pas.

Ils vont un peu plus à l'hôpital (13 % des 30-44 ans y sont allés au moins une fois dans l'année contre 11 % pour les natifs), mais ils consultent moins souvent les médecins de ville, notamment les dentistes (57 % contre 62 %) et les spécialistes (48 % contre 57 %). Joue aussi la structure d'âge : 52 % ont entre 25 et 55 ans contre 40 % pour l'ensemble de la population. Or les coûts de santé sont deux fois plus élevés à partir de 60 ans.

17. Parce que les immigrés ne s'intègrent pas, ils profitent massivement des allocations, ils vivent du RSA sans vouloir travailler.

Pour L. Ragot et X. Chojnicki souvent cités par Marine Le Pen, les émigrés recourent **plus souvent que les natifs** aux minima sociaux et notamment au RSA<sup>10</sup>, mais elle ne précise pas qu'ils sont plus au chômage, notamment les jeunes dont 44 % n'ont pas d'emploi ce qui renvoie au problème de la discrimination à l'embauche (voir point n° 20).

On peut aussi souligner que la situation des étrangers et des personnes issues de l'immigration n'est, en général, **pas enviable** au regard de la nôtre, ce qui pourrait conduire à modérer notre animosité.

*« D'accord, diront certains, ces gens n'usurpent peut-être pas leurs droits, mais pourquoi faut-il que la France dépense des millions pour ces pauvres qui viennent de loin, alors que, sous nos fenêtres, des milliers de Français sont dans la misère ? ».*

Ce raisonnement souvent entendu appelle deux remarques :

---

<sup>9</sup> Même source ; voir aussi Chojnicki et Ragot, L'immigration coûte cher à la France, qu'en pensent les économistes ? Eyrolles 2012.

<sup>10</sup> Pour plus de précisions sur l'immigration, voir le chapitre G de « *Idées fausses, idées reçues* », collectif Pacte civique de Lyon et du Rhône, 2016, qu'on peut télécharger sur <http://www.pacte-civique.org/Accueil>



1/ Si on compte les **millions** dépensés en faveur des étrangers (retraites, logement, RSA, chômage, famille, santé et autres charges), il faut aussi, en bonne logique, compter les **millions** qu'ils rapportent aux caisses de l'Etat (impôt sur le revenu - impôt sur le capital - taxes sur la consommation – impôts locaux – CSG/CRDS - cotisations sociales). Et on s'aperçoit que, sur les années étudiées, le bilan s'équilibre<sup>11</sup>.

2/ Pour réserver aux seuls Français le bénéfice de la protection sociale, le seul moyen réellement efficace serait de réduire durablement **à zéro** l'immigration, ce qui, même en y mettant le prix, n'est tout simplement **pas possible**, quoiqu'en dise Marine Le Pen. L'immigration clandestine a toujours existé, bien avant la création de l'espace Schengen. On n'a pas encore trouvé le moyen de rendre totalement étanches nos 4 082 km de frontières terrestres et nos 4 668 km de côtes.

## 18. Parce que les musulmans me font peur et bientôt, on finira tous musulmans.

Les musulmans peuvent nous inspirer de la méfiance parce qu'ils sont différents de nous. Mais les connaissons-nous bien personnellement ? Si oui, en quoi nous font-ils peur ? Sinon, peut-on parler de ce que nous ne connaissons pas ?

Pourtant, des liens entre les civilisations musulmane et chrétienne existent depuis le Moyen-âge. Continuons à essayer de **mieux nous connaître**, par des rencontres interculturelles, inter-religieuses. Œuvrons pour multiplier ces initiatives, y compris dès le plus jeune âge.

Demandons-nous aussi comment nous cultivons nos convictions et nos croyances. Et, si nous sommes religieux, demandons-nous si notre comportement est en cohérence avec ce que nous croyons.

## 19. Parce qu'il n'y a plus de frontière et donc il y a un accroissement de l'insécurité.

Il n'est pas exact de prétendre qu'il n'y a plus de frontière : il existe bien une frontière européenne, avec des contrôles et des services de douane comme pour n'importe

---

<sup>11</sup> Cf. chiffres cités dans l'édition 2017 du livre d'ATD Quart Monde *En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté* : recettes 72 milliards, dépenses 68 milliards, solde positif de 4 milliards d'euros en 2005. Ces chiffres sont tirés des travaux de X. Chojnicki ; voir note 9.

quelle frontière ; la circulation des personnes est libre à l'intérieur de cet espace appelé espace Schengen.

Bien sûr, comme toutes les frontières, celles de l'espace Schengen ne parviennent pas à intercepter tous les migrants et à rejeter les personnes mal intentionnées. Il en serait de même si nous rétablissions des contrôles systématiques aux frontières de la France.

De plus, les terroristes qui ont agi en France étaient pour l'essentiel des citoyens français ou des ressortissants des pays limitrophes comme la Belgique.

**Rien ne permet donc d'établir un lien entre l'insécurité que connaît notre pays et la question des frontières.**

Nous devons aussi être conscients qu'une fermeture totale des frontières, en ne donnant pas à chacun la possibilité d'aller et venir, comme il est prévu dans la déclaration des droits de l'homme, est une violence en soi, qui peut engendrer d'autres violences et rétorsions en retour.

Reste ce constat tragique : la France a parmi ses enfants des personnes qui basculent dans le terrorisme et doit se poser la question des raisons qui les poussent à agir ainsi. Comment faire en sorte que notre société donne à ces enfants des repères forts de non-violence, de civisme, de tolérance et d'entraide, d'égalité des chances et de valorisation au mieux des dons de chacun ?

## 20. Parce que je ne me sens plus en France là où j'habite.

Les réalités dans notre pays sont diverses : il faut reconnaître que des « Français de souche » se sentent envahis dans certains quartiers où les « blancs » ont été longtemps majoritaires et où ils sont devenus très minoritaires, avec des problèmes de sécurité, de commerce (en majorité halal ou asiatique par exemple), de scolarisation des enfants.

C'est le fruit de politiques d'urbanisme et de logement **défaillantes**, qui ont laissé se constituer des **ghettos** qui concentrent tous les maux de notre société : chômage, difficultés scolaires, discriminations<sup>12</sup>, situations difficiles pour les femmes, parfois trafic de drogue, délinquance, tensions avec la police, etc.

A quelques kilomètres, des territoires très homogènes « blancs », souvent plus riches, peu affectés par des problèmes d'insécurité, sont gagnés par des peurs et des phobies

---

<sup>12</sup> De nombreux tests ont montré que, à compétences égales, il est bien plus difficile de trouver du travail quand on s'appelle Tarik Belhaj que quand on signe Laurent Martin.

sans fondement comme celle de l'invasion de notre pays par les arabes, les noirs, et les musulmans.

La seule vraie réponse à cette situation, mais elle prendra du temps, est de casser ces ghettos, de recréer du mélange dans l'habitat, de la **mixité sociale**, de la **communication** entre personnes d'origines différentes, ce qu'a tenté de faire la loi SRU<sup>13</sup> récemment renforcée.

Les politiques annoncées par Marine Le Pen, loin de résoudre cette situation, risquent **de l'aggraver**, en multipliant les injustices et les discriminations à l'égard des étrangers, en exacerbant les frustrations des personnes issues de l'immigration, en étranglant financièrement les associations qui favorisent la citoyenneté dans les quartiers difficiles, amplifiant ainsi le climat de violence.

---

<sup>13</sup> La loi SRU (solidarité et renouvellement urbain) impose aux communes, sous peine d'amendes, de disposer de 20 ou 25 % de logements sociaux

## D – Appendice – Quelques attitudes à adopter lors des échanges

- Ne pas laisser sans réponse.
- Qu'est-ce que tu veux dire ? Demander des précisions, des faits (échange non frontal), poser des questions, sortir des généralités. Faire sauter le « TOUS ».
- Attitude d'empathie, d'écoute, pas d'agressivité, pas de jugement ni de ton doctoral ou professoral.
- Déplacer le point de vue. Je préfère ma situation, même si elle est quelquefois laborieuse, plutôt que la leur...
- Aborder de manière courtoise mais franche les désaccords, ne pas chercher à les éviter, ne pas fuir le conflit.
- Avoir le courage de poser ses limites dans ce qui est dit.
- Difficulté de répondre : sidération, qui doit s'apaiser avant le recours aux arguments.
- Emotion ou colère de l'autre en face : pacifier le dialogue.
- La réponse est collective, dans l'action.